

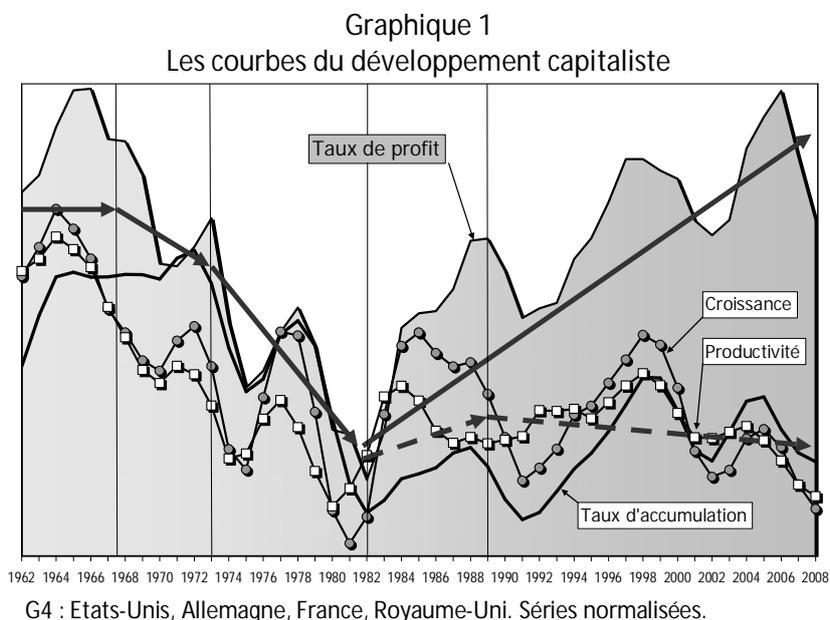
La crise en perspective

Michel Husson, *Inprecor* n°556-557, décembre 2009-janvier 2010

L'éclatement de la crise actuelle est l'occasion de revenir sur l'histoire du capitalisme contemporain et sur la lecture proposée par la théorie des ondes longues, avant de proposer quelques éléments de prospective.

Une périodisation

Pour décrire la dynamique du capitalisme, on utilisera quatre courbes - taux de profit, taux d'accumulation, croissance du Pib, croissance de la productivité du travail - calculées sur l'ensemble formé par les 4 principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni). Leur examen conduit à la périodisation suivante (graphique 1).



1) jusqu'à la récession de 1974-75, toutes les courbes se situent à un niveau élevé : l'accumulation tire la croissance du Pib et s'accompagne d'une croissance de la productivité qui permet d'assurer une progression du pouvoir d'achat tout en maintenant un niveau élevé de rentabilité. Cependant la récession de 1967 aux Etats-Unis marque une première défaillance dans ce schéma relativement équilibré.

2) la période intermédiaire entre les deux récessions généralisées (1974-1975 et 1980-1981) est une période de transition durant laquelle les politiques économiques habituelles (dites « keynésiennes ») font preuve de leur inefficacité.

3) au début des années 80 se met en place le modèle néo-libéral qui se substitue progressivement au modèle précédent dit « fordiste ». Dans un premier temps, jusqu'au krach de 1987, ce modèle semble relancer la machine : les courbes repartent à la hausse : plus de croissance, plus de profit et d'accumulation du capital.

4) Mais les 20 dernières années correspondent à une configuration particulière : le taux de profit se rétablit (voir encadré) mais le PIB et la productivité augmentant à un rythme médiocre (par rapport à la période fordiste) tandis que le taux d'accumulation fluctue énormément sans retrouver une progression comparable à celle du profit

Cette lecture conduit donc à distinguer deux grandes périodes dans l'histoire du capitalisme. La première peut être qualifiée de « fordiste » : ce terme fait référence, de manière stylisée, à l'idée que les salariés achètent ce qu'ils produisent (comme étaient censés le faire les ouvriers de Ford) autrement dit que la progression des salaires assure le débouché principal de la production, la productivité neutralisant l'impact de cette progression sur le taux de profit. La seconde période peut être appelée « néolibérale », mais il faut insister sur cette évidence : dans les deux cas les lois fondamentales du capitalisme sont dominantes et ses contradictions présentes.

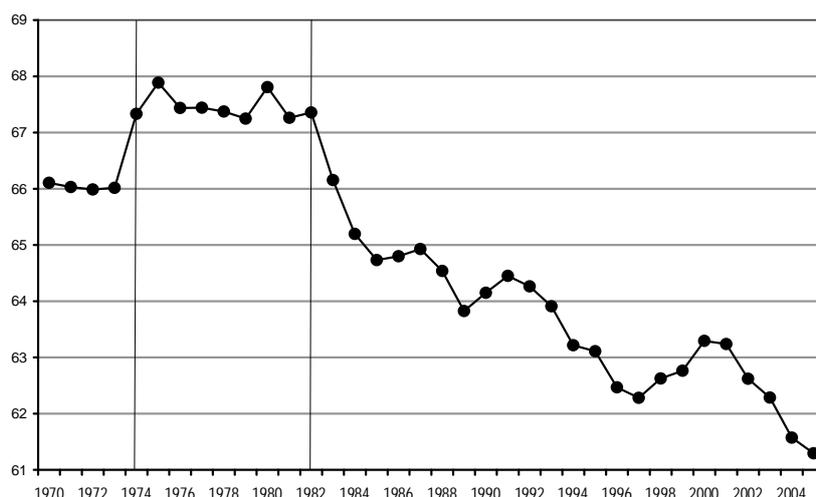
A chacune de ces périodes correspond un « ordre productif », qui correspond à une configuration particulière des modalités de l'accumulation, des forces productives, de la régulation, et de la division internationale du travail¹. Le tableau 1 résume de manière stylisée ces évolutions.

Tableau 1
Deux ordres productifs

	Fordiste	Néolibéral
Mode d'accumulation du capital	Fordisme	Financiarisation
Paradigme technologique	Industrie automobile	Technologie de l'information
Régulation sociale	Régulation (relative)	Flexibilité
Division internationale du travail	Internationalisation	Mondialisation

La caractéristique essentielle du capitalisme néolibéral est la hausse tendancielle du taux d'exploitation qui peut être illustrée par la baisse continue de la part des salaires dans la valeur ajoutée (graphique 2)².

Graphique 2
Part des salaires dans les pays du G7



Source : FMI, *World Economic Outlook*, Avril 2007, <http://tinyurl.com/FMI0705>

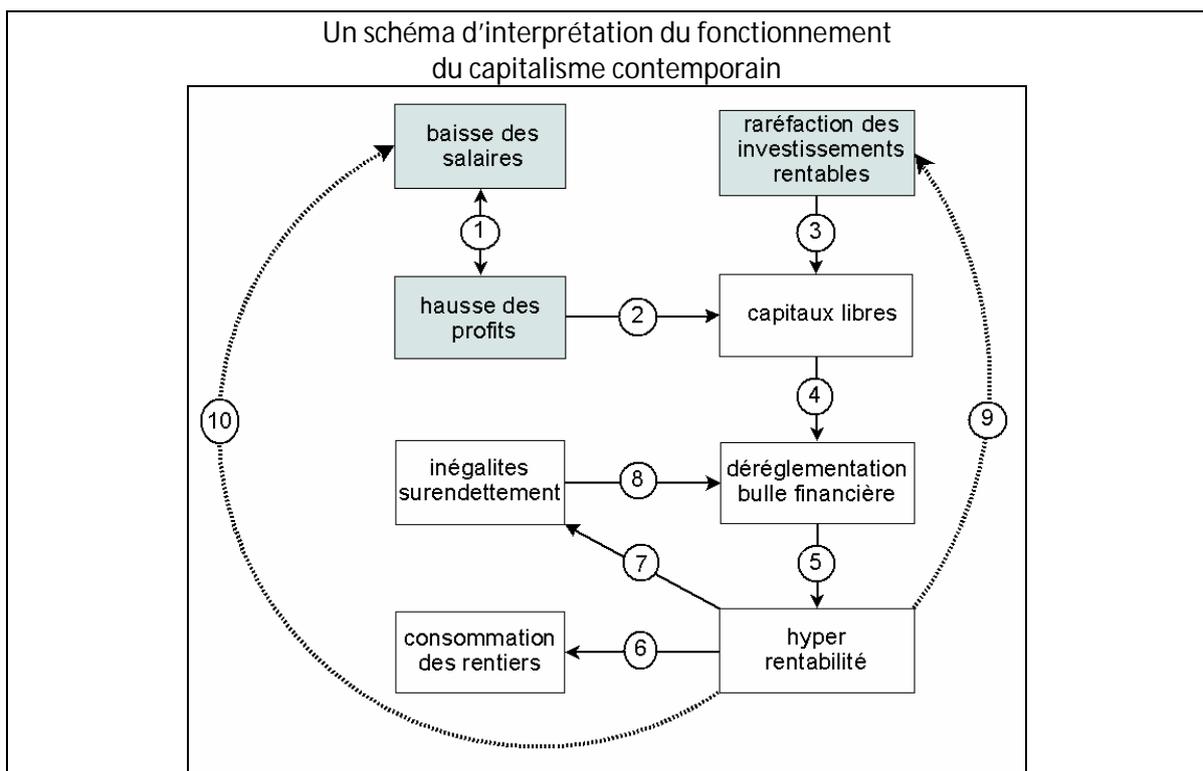
¹ Pour de plus amples développements, voir Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, La Brèche, 1994, <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>

² Voir Michel Husson, « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Inprecor* n°534-535, janvier-février 2008, <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf>

Le fonctionnement du capitalisme avant la crise

On s'appuie ici sur une analyse du fonctionnement du capitalisme contemporain dont il convient de rappeler au préalable les principales articulations. Elles sont illustrées par le schéma ci-dessous et peuvent être ainsi résumées :

- le taux de profit se rétablit sur la base d'un recul généralisé de la part salariale (1)
- ce rétablissement du taux de profit ne conduit pas à un surcroît d'accumulation mais au dégagement de capitaux libres (2) en raison de la raréfaction des occasions d'investissement rentables (3)
- ce mouvement est rendu possible par la déréglementation et conduit à des bulles financières (4) et à l'élévation des normes de rentabilité (5)
- cette hyper-rentabilité financière crée une couche de rentiers dont la consommation compense en partie la stagnation de la demande salariale (6). Elle a pour contrepartie le creusement des inégalités et le recours au surendettement des salariés (7).
- ce schéma se renforce lui-même : le surendettement conduit à une déréglementation permanente par la création de nouveaux produits financiers (8) tandis que l'élévation des normes de rentabilité réduit encore les occasions d'investissements rentables dans la sphère productive (9) et exerce une pression renouvelée sur les salaires (10).



La crise actuelle vient frapper deux caractéristiques essentielles de ce modèle de croissance, à savoir le recul à peu près universel de la part des richesses revenant aux travailleurs et la formation de profonds déséquilibres internationaux, notamment entre la première puissance mondiale, les Etats-Unis, et le reste du monde. Sur cette base, s'est développée la finance qui a eu pour fonction d'assurer la reproduction d'ensemble en recyclant les profits financiers, en alimentant le surendettement et en finançant les déficits.

Ce régime d'accumulation était une réponse à la récession généralisée de 1974-1975 qui avait mis un terme aux arrangements précédents, dits « fordistes », fondés au contraire sur un partage stabilisé de la valeur ajoutée et sur le dynamisme de la demande des salariés. Le capitalisme a trouvé une issue à travers la mise en place du modèle néolibéral dont les évidentes contradictions ont été « gérées » par la mondialisation et par la financiarisation de l'économie. En réalité, ces contradictions ont seulement été étalées dans le temps, mais au prix d'une accumulation de tensions qui ont finalement conduit à l'implosion en 2008. Rétrospectivement, la finance a été l'instrument principal de l'étalement dans le temps de ces contradictions.

En surfant sur l'onde longue

Depuis 20 ans, l'idée qu'une nouvelle phase d'expansion pouvait redémarrer est réapparue périodiquement. Deux phénomènes pouvaient apparaître comme des « chocs exogènes » favorables : le dynamisme des Nouveaux Pays Industrialisés, puis l'ouverture au capitalisme de nouvelles zones frontalières (URSS, démocraties populaires, Chine) et, périodiquement, les espoirs fondés sur les nouvelles technologies. Tous ces espoirs ont été déçus, si l'on prend comme indicateur le taux d'accumulation du capital.

L'optimisme technologique s'exprimait par exemple il y a 10 ans, sous la plume d'un spécialiste des « cycles longs »³, qui pensait « raisonnable d'espérer le déclenchement d'un Kondratieff de hausse vers le tournant du siècle » parce que « les inventions scientifiques réalisées durant les décennies passées et précieusement conservées dans des cartons n'attendent qu'un changement d'atmosphère pour se métamorphoser en innovations-produits ». On pouvait trouver un écho à ce pronostic chez un auteur marxiste qui affirmait en 2003 que « l'expansion économique de la dernière décennie [aux Etats-Unis] fait partie d'une onde longue d'expansion capitaliste qui a commencé au début des années 80 »⁴.

Dans la théorie des ondes longues, il existe effectivement un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques. Mais « cette mise en relation ne peut se ramener à une vision néo-schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage⁵ - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive »⁶. La « nouvelle économie » de la bulle Internet a donné lieu à un certain nombre de mythes (« valeur, croissance, finance, salariat, Empire ») qu'il était possible de critiquer à l'époque⁷ et que la crise a balayés.

Les innovations technologiques ne suffisaient donc pas et il manquait deux éléments (sans même parler des rapports de force sociaux) pour qu'ils enclenchent une nouvelle phase expansive : la capacité de dégager des gains de productivité transmissibles à l'ensemble de l'économie et l'adéquation entre les nouveaux produits et la demande sociale.

³ Luigi Scandella, « Le cycle Kondratieff et l'économie-monde », *Problèmes économiques* n°2599, 1999.

⁴ Charlie Post, « USA: economic consequences of the war. Who gets the goods ? », *International Viewpoint* n°349, May 2003, <http://miniurl.org/post2003>

⁵ Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.

⁶ Michel Husson, « Onde longue et crise contemporaine », dans Gilles Rasselet (dir.), *Dynamique et transformations du capitalisme*, L'Harmattan, 2007 (texte rédigé en 2003), <http://hussonet.free.fr/onde2003.pdf>

⁷ Michel Husson, « Après la nouvelle économie », *Variations* n°3, 2002, <http://hussonet.free.fr/apres.pdf>

L'autre candidat à la fonction de « choc exogène » était l'élargissement du marché mondial. Il a certes permis de gérer les contradictions du système en lui fournissant une force de travail peu coûteuse, des lieux d'accumulation et des débouchés. Mais ces facteurs favorables n'étaient pas suffisants et la mondialisation a conduit, non seulement à un développement très inégalitaire et excluuant, mais aussi à de profonds déséquilibres dans l'économie mondiale.

Au total, on peut reprendre ici la conclusion avancée il y a quelques années, qui évoquait l'« incapacité à enclencher une nouvelle phase expansive », et montrait que cette incapacité pouvait « parfaitement s'inscrire dans la théorie des ondes longues : cette théorie ne pronostique pas un redémarrage automatique tous les 50 ans et montre au contraire qu'il s'agit à chaque fois une question historique concrète. Faute de boucler sur un ordre productif cohérent, la phase actuelle va probablement s'étirer, de manière inédite »⁸.

En fin de compte, on pourrait dire que cette crise est la crise des solutions apportées à la crise précédente. Dans la mesure où le modèle néo-libéral repose sur une baisse tendancielle de la part des salaires, la question qu'il avait à résoudre était de savoir qui allait acheter une production augmentant plus vite que le demande émanant des salariés. Il s'agit d'une question fondamentale - et légitime - que Marx traitait dans son étude des schémas de reproduction - et il est donc absurde de taxer de « sous-consommissionnistes » ceux qui la posent. Mieux vaut discuter des réponses que le capitalisme a cherché à y apporter, et qui sont les suivantes :

- consommation des riches (les bénéficiaires de la plus-value non accumulée) ce qui permet d'affirmer que les inégalités de revenu sont une pièce essentielle du modèle néolibéral ;
- consommation de la « classe moyenne mondiale » qui bénéficie de la répartition inégalitaire dans les pays émergents ;
- surconsommation aux Etats-Unis des ménages, fondée sur le surendettement et la baisse du taux d'épargne.

Ces dispositifs se sont combinés de manière différente selon les pays. Aux Etats-Unis, la part salariale décline faiblement mais la consommation augmente plus vite que le Pib ; en Europe, la part salariale baisse fortement, mais la part de la consommation dans le Pib se maintient⁹. Chacune de ces « solutions » a permis d'étaler durant plusieurs décennies les contradictions inhérentes à ce modèle, mais au prix d'une sorte de fuite en avant qui s'est achevée avec la crise. Ce point est important car il pointe ce que l'on pourrait appeler l'alternative capitaliste. Il n'y a au fond que deux manières pour le capitalisme de fonctionner : « à la Keynes », comme pendant les « Trente Glorieuses », ou « à la libérale » comme il le fait depuis le grand tournant des années 80. Cette analyse a plusieurs implications que l'on peut résumer sous forme de trois thèses :

1. le retour au « keynésianisme » des « Trente glorieuses » est impossible ;
2. la seule issue est donc l'approfondissement du modèle néolibéral ;
3. mais ce modèle ne peut plus fonctionner, et le capitalisme est dans une impasse.

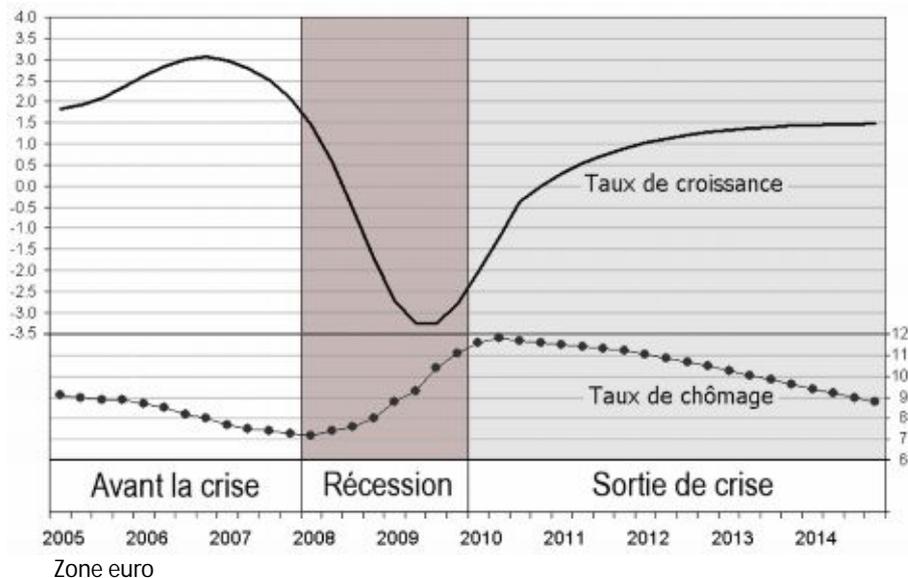
⁸ Michel Husson, « Onde longue et crise contemporaine », déjà cité.

⁹ voir les graphiques correspondants dans Michel Husson, « Le capitalisme toxique », *Inprecor* n° 541-542, septembre-octobre 2008, <http://hussonet.free.fr/toxicap.pdf>

La trajectoire de la crise

Si, comme on vient de le montrer, des éléments essentiels du fonctionnement antérieur du capitalisme ont été ébranlés par la crise, la mini-reprise actuelle ne saurait préfigurer un retour à la case départ. Il faut plutôt la concevoir comme une phase de transition vers une régulation chaotique du capitalisme. Cette trajectoire probable peut être résumée autour de deux variables clé, la croissance et l'emploi (graphique 3).

Graphique 3
De la récession à la « sortie de crise »



La récession est pratiquement terminée et on se trouve aujourd'hui au début de la phase de « sortie de crise » (les guillemets sont importants). La « reprise » bénéficie à plein des divers dispositifs de soutien de l'activité, et d'un relatif - et provisoire - desserrement des contradictions de l'économie mondiale (tableau 2). Outre les éléments de reprise technique (reconstitution des stocks puis des capacités de production), la conjoncture va bénéficier de l'effet des plans de relance ainsi que des « stabilisateurs sociaux ». Ce terme désigne les dispositifs (honnis par les néolibéraux) qui freinent les licenciements (chômage partiel) et complètent le pouvoir d'achat des ménages, empêchant ainsi la demande de plonger encore plus. Le ralentissement de l'économie a en outre fait baisser le prix des matières premières. Tous ces facteurs contribuent à soutenir l'activité économique et semblent avoir réussi à inverser le mouvement à la baisse et donc à éviter l'économie mondiale de s'enfoncer dans la dépression.

Dans le même temps, les contradictions structurelles ne s'exercent qu'avec une intensité relativement faible pour l'instant. La répartition des revenus évolue en faveur des salariés, dans la mesure où l'emploi ne s'est pas intégralement ajusté à la baisse de la production, faisant ainsi augmenter les coûts salariaux unitaires. Le taux d'épargne des ménages a sensiblement augmenté aux Etats-Unis et contribué à réduire le déficit commercial US, tandis que le dollar a interrompu sa baisse tendancielle. Enfin, le fractionnement européen, autrement dit la divergence entre les trajectoires économiques des différents pays de l'Union, reste sous contrôle, et les effets de relance mutuelle l'emportent pour l'instant.

Tableau 2

De la mini-reprise à la non-sortie de crise

	Phase 2 « Reprise »	Phase 3 « Sortie de crise »
<i>Facteurs conjoncturels</i> • plans de relance • stabilisateurs sociaux • prix des matières premières	soutien à l'activité	<i>Epuisement des effets positifs</i> • rééquilibrage budgétaires • licenciements et austérité salariale • hausse du prix du pétrole
<i>Contradictions structurelles</i> • répartition des revenus • déséquilibres internationaux • fractionnement européen	faible intensité	<i>Durcissement</i> • blocage de la demande • fin du surendettement aux Etats-Unis • concurrence intra-européenne accrue
<i>Croissance</i>	petit rebond	stabilisation-stagnation
<i>Emploi</i>	baisse contenue	ajustement brutal

Ces diverses tendances vont se manifester de plus en plus nettement pendant une phase de « reprise » dont la durée devrait être relativement courte (deux à trois semestres). Les facteurs conjoncturels positifs vont peu à peu s'épuiser, tandis que les contradictions structurelles tendront à se creuser. La phase de sortie de crise va alors être « plombée » par l'ensemble des problèmes non résolus décrits ci-dessus. Plus concrètement et plus immédiatement, la difficulté à sortir vraiment de la crise va se manifester autour de deux questions-clé : la rentabilité des entreprises et les déficits budgétaires.

Vers une régulation chaotique

Il ne s'agit pas ici de prévoir le cours concret du capitalisme dans les années à venir, mais de présenter un tableau d'ensemble des contradictions auxquelles il va se trouver confronté. On peut les résumer à nouveau sous forme de « dilemmes » :

1. dilemme de la répartition : rétablissement de la rentabilité vs emploi et demande ;
2. dilemme de la mondialisation : résorption des déséquilibres vs croissance mondiale ;
3. dilemme budgétaire : résorption des déficits vs dépenses sociales
4. dilemme européen : chacun pour soi vs coordination ;

L'expression de « régulation chaotique » n'a d'autre prétention que de souligner qu'il est difficile d'imaginer un modèle capable de résoudre ces dilemmes de manière cohérente, ou plutôt qu'il est hors d'atteinte. Dans l'abstrait, un capitalisme « régulé » pourrait en effet être envisageable. Il reposerait sur cette condition essentielle : qu'il accepte de fonctionner avec un taux de profit inférieur à son « hyper-rentabilité » actuelle. Une autre répartition des revenus conduirait à un recentrage sur le marché intérieur, à une réforme fiscale progressiste et à une refonte des rapports Nord-Sud et de l'Union européenne sur une nouvelle base coopérative. Bien des discours cherchent à propager l'idée que c'est vers ce type de réajustement qu'on se dirige.

Mais les bases économiques d'un tel modèle manquent en ce sens, qu'à défaut de gains de productivité importants, le taux de profit se stabiliserait à un niveau inférieur. La préférence du capitalisme pour le modèle néo-libéral repose sur le fait qu'il permet une rentabilité supérieure. De plus, ce scénario de régulation-fiction est rendu superflu par l'état des rapports de force sociaux actuels, très éloignés de ce qu'il faudrait pour imposer une telle réforme du capitalisme. Au sein même de la bourgeoisie, les résistances (probablement victorieuses sur l'essentiel) au

plan de réforme du système de santé d'Obama en constituent une bonne illustration. Tout indique par ailleurs que les gouvernements ne sont disposés qu'à des mesures cosmétiques visant certains secteurs très restreints de la finance, pour mieux préserver l'essentiel.

Cette crise aura permis de mesurer l'emprise de la finance sur les gouvernements à travers le monde. La nationalisation, qui aurait été le seul moyen de décortiquer la montagne de dettes qui s'est écroulée et de maîtriser en toute clarté l'assainissement du système financier a été universellement repoussée. Tout se passe comme si les Etats avaient amorti, sous forme d'un endettement public massif, les effets de la déroute sur le système. Et le projet est évidemment, dans un deuxième temps, de reporter cette charge sur les contribuables et sur les budgets sociaux. Jamais la nature de classe de l'Etat n'est apparue avec autant de clarté.

On pourrait imaginer aussi que les entreprises réagissent en étalant la restauration de leurs profits dans le temps. Ce ne serait pas absurde de leur point de vue : ce qu'elles gagneront en profit par un rétablissement brutal de leurs marges (par licenciements et gel des salaires), elles risquent de le perdre en débouchés, par chute de la consommation. Mais il se trouve que la réaction optimale, même de leur point de vue, est hors d'atteinte, en raison de la loi de la concurrence capitaliste que le néolibéralisme a libérée de toute possibilité de contrôle. Dans ces conditions, il y aura toujours une entreprise - ou un pays - pour choisir la voie de l'ajustement rapide qui lui donnera un avantage immédiat sur ses concurrents, qui seront alors forcés de suivre. Les outils d'une coordination interétatique qui permettrait d'encadrer ce phénomène n'existent pas, ni au niveau européen ni, *a fortiori*, au niveau mondial.

Tout ce que la bourgeoisie peut offrir aujourd'hui, c'est donc un gigantesque simulacre de régulation, à coup de grands discours ou de sommets illusoires. Patrick Artus ne discerne aucun signe « *que le pouvoir relatif des actionnaires et des salariés (...) soit modifié* » et il en conclut que l'on est encore très éloigné d'un « *capitalisme non financier, qui serait centré sur l'investissement à horizon de long terme dans les projets efficaces, et dans lequel les entreprises seraient gérées en fonction des intérêts de multiples groupes et non seulement des actionnaires* »¹⁰.

Ce n'est donc pas faire preuve d'un pessimisme excessif, mais plutôt de lucidité, que de dire que le pire est à venir. Le capitalisme est acculé dans une impasse dont il ne peut sortir qu'en renforçant encore les processus de régression sociale nécessaires pour conserver l'ordre social existant. Les effets de la crise sont déjà désastreux, et notamment dans les pays du Sud. Dans son dernier rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONU souligne que « les crises économiques et alimentaires mettent en péril les récentes avancées dans le domaine de l'éradication de la faim et de la pauvreté »¹¹. Mais, au-delà de ces effets immédiats de la crise, les intérêts sociaux dominants vont tout faire pour rétablir le fonctionnement du capitalisme antérieur à l'éclatement de la crise. C'est logique et en même temps absurde : cette voie est en effet durablement bouchée parce que ses conditions de viabilité ont été détruites par la crise financière. Telle est la contradiction majeure de la période qui s'ouvre et voilà pourquoi il est légitime de parler d'une régulation chaotique.

¹⁰ Patrick Artus, « Disparition du "capitalisme financier" après la crise ? » *Flash Natixis* n°376, 28 août 2009, <http://gesd.free.fr/flas9376.pdf>

¹¹ ONU, *Rapport 2009 sur les Objectifs du Millénaire*, <http://tinyurl.com/onumill9>

Retour à la croissance ?

A partir du milieu des années 1990, la croissance a été dopée par la hausse de l'endettement et la mondialisation. Or, calcule Patrick Artus, le supplément de croissance ainsi obtenu a été effacé par la crise : « *le PIB mondial recule avec la crise de tout ce qu'il avait gagné avec le crédit et la globalisation* »¹². Le système se retrouve en quelque sorte à la case départ, mais la différence est qu'il a épuisé ses munitions. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il est dans l'impasse, parce qu'il n'a pas d'autre choix que de tenter de renouer avec des comportements qui sont ceux-là mêmes qui ont débouché sur cette grande crise.

La logique du capitalisme est de renouer à tout prix avec la croissance et, dès lors qu'il s'agit d'analyser son fonctionnement, il est légitime de prendre en compte ce critère. Mais il entend dans le même temps maintenir le niveau exceptionnel de rentabilité qu'il a atteint, et c'est en quoi il se fixe une tâche impossible. Le retour de la croissance est incompatible avec l'actuelle répartition des revenus qui est la condition de profits élevés mais bride la croissance. Il va de soi qu'il n'est pas de toute manière souhaitable pour des raisons écologiques.

La question qui se pose alors est de savoir si ce constat débouche automatiquement sur un programme réformiste proposant une sorte de compromis où le capitalisme échangerait une meilleure répartition (pour les salariés) en échange d'une croissance soutenue, moyennant une compression des revenus financiers. C'est le procès qui est fait par Denis Collin : « *Les thèses sous-consommationnistes sont très largement admises à gauche. Même les plus radicaux comme Alain Bihl ou Michel Husson considèrent que la crise a pour cause l'excès de plus-value dans le partage entre plus-value et salaire. Bref, si on satisfait les revendications ouvrières en augmentant le pouvoir d'achat, si on redistribue les richesses, on pourra voir redémarrer la machine économique* »¹³.

Cette manière de poser la question est cependant réductrice, car elle passe à côté d'une des dimensions les plus fondamentales de cette crise qui est la suivante : le capitalisme n'est plus en mesure d'associer un niveau élevé de rentabilité à la satisfaction de besoins sociaux élémentaires. La répartition actuelle des revenus est déterminée par le critère du profit, en ce sens que la demande salariale n'est pas adéquate parce qu'elle ne correspond plus à des débouchés rentables, comme cela a pu être le cas pendant la période dite « fordiste » définie justement par référence entre une relative adéquation entre demande sociale et normes de rentabilité.

Cette analyse ne débouche pas sur un appel nostalgique au retour à la croissance fordiste parce qu'elle s'attache au contraire à montrer pourquoi il est impossible, en raison même du contenu de la demande sociale. Les implications d'une telle critique sont bien différentes : elles consistent à dire qu'il faut mettre la satisfaction des besoins sociaux au poste de commande, même s'ils ne donnent pas lieu à des « occasions d'investissement rentables ». Cela veut donc dire plus concrètement : priorité aux services publics et à la sécurité sociale assurant l'effectivité des droits (santé, logement, etc.) et priorité à la réduction du temps de travail garantissant le plein emploi.

La crise doit donc conduire à un double renversement de perspective. Le premier consiste à raisonner à croissance donnée et se poser la question des revenus correspondants. Un changement radical dans la répartition des revenus permettrait de redistribuer autrement les

¹² Patrick Artus, « Reste-t-il quelque chose du supplément de croissance dû à la mondialisation et au crédit ? », *Flash Natixis* n°395, septembre 2009, <http://gesd.free.fr/flas9395.pdf>

¹³ « Faut-il consommer plus ? », *Le Sarkophage*, juillet 2009, <http://tinyurl.com/collin09>

fruits de cette (petite) croissance : un tiers pour les salaires, un tiers pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail, et un tiers pour la protection sociale. Plutôt que de se demander comment doper la croissance pour créer de nouveaux emplois, il faut prendre le problème à l'envers et se demander quels sont les emplois dont nous avons besoin, pour réduire la pénibilité du travail et mieux répondre aux besoins sociaux.

L'urgence de ce travail de remise en cause des schémas habituels est évidemment renforcée par la lutte contre le changement climatique. Il est de toute manière rendu nécessaire par la profondeur de la crise actuelle qui est la crise d'un système profondément instable, chaotique et contraire aux intérêts de la grande majorité de l'humanité. Les aménagements réformistes de ce système sont manifestement sous-dimensionnés par rapport à l'ampleur de ses contradictions. C'est au fond la raison pour laquelle le social-libéralisme ne tire pas les bénéfiques politiques de la situation actuelle. Et c'est pour cette raison aussi qu'une alternative cohérente à la débâcle du capitalisme ne peut être que radicale.

Ces perspectives n'impliquent pas en soi un supplément de croissance mais plutôt une modification même du contenu de cette croissance. Mais elles supposent effectivement une modification radicale de la répartition des revenus. Cette réorientation doit évidemment être rendue compatible avec les objectifs réalistes d'une véritable maîtrise du changement climatique. Pour toutes ces raisons, un tel projet se distingue radicalement d'une volonté de faire « redémarrer la machine » à l'identique. Autrement dit, la recherche d'une sortie de crise socialement et écologiquement soutenable passe par le développement de l'anticapitalisme.

Encadré

La controverse sur le taux de profit

Un certain nombre d'auteurs, principalement anglo-saxons, remettent en cause l'idée que le taux de profit se serait notablement rétabli depuis le milieu des années 80, en particulier aux Etats-Unis. Certains montrent même qu'il a baissé de manière continue. Cette controverse a notamment été nourrie par une réponse que m'avait faite le regretté Chris Harman à l'occasion d'un séminaire d'économistes à l'IIRE (1). J'en profite pour dire à quel point sa disparition m'a touché, bien au-delà du terme qu'elle a mis tragiquement à ce débat à peine entamé.

Ce débat est très technique puisqu'il repose essentiellement sur les modalités de calcul du taux de profit, et avant tout de son dénominateur, à savoir le capital. Ce calcul est par nature conventionnel, et les résultats diffèrent grandement selon les conventions retenues. Il va de soi qu'aucun des participants à ce débat n'« invente » les données utilisées qui proviennent toujours du *Bureau of Economic Analysis* dans le cas des Etats-Unis. Il faudra donc consacrer un document complémentaire au repérage minutieux des raisons de telles divergences afin de justifier les choix opérés (2). Mais, indépendamment de cette discussion sur la mesure du capital, le fait stylisé essentiel sur lequel s'appuie l'argumentation ci-dessus - à savoir que le profit augmente plus vite que l'investissement - est un fait incontestable.

(1) les contributions à ce débat sont en ligne à cette adresse : <http://hussonet.free.fr/cricoco.htm>

(2) voir Michel Husson, *La hausse tendancielle du taux de profit*, janvier 2010

<http://hussonet.free.fr/tprof9.pdf>